



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° DDT-S6-2015300-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

Société PSI

Commune de PONT-SUR-SEINE

---

**Arrêté Préfectoral de mise en demeure**

---

La Préfète de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, livre V - partie réglementaire et partie législative - titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, livre I - partie législative et notamment l'article L.171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> octobre 2015, suite à la visite d'inspection du 30 juillet 2015 ;

**CONSIDERANT** que la société PSI exploite sur la commune de PONT-SUR-SEINE, sur le site Gratte-Grue, des installations pouvant générer des pollutions des eaux superficielles (Seine), des eaux souterraines et de l'atmosphère ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 30 juillet 2015 que de nombreuses prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ne sont pas respectées ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La société PSI, dont le siège social est situé 2, rue de Monte à Regret à PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite sur le site Gratte-Grue, de :

- fournir sous trois mois les éléments relatifs à la mise à jour de l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1er juin 2012 ;
- se conformer sans délai aux dispositions définies aux articles 9.2.2, 4.3.9, 9.2.3, et 9.3.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1er juin 2012 ;
- se conformer sous un mois aux dispositions définies aux articles 2.6, 4.1.2.1, 7.2.3, 7.4.3, et 5.1.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1er juin 2012 ;
- se conformer sous trois mois aux dispositions définies aux articles 7.2.4, 8.1.2.4, 7.5.2 et 4.3.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1er juin 2012 ;
- se conformer sous six mois aux dispositions définies aux articles 3.1.1 et 3.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1er juin 2012.

### **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 4 : NOTIFICATION**

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de PONT-SUR-SEINE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

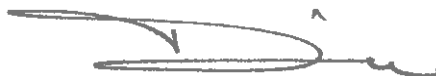
#### **ARTICLE 5 : EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la Société PSI.

Fait à Troyes, le 27.10.15

La Préfète

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small flourish.

Isabelle DILHAC

